

Lettre ouverte au Général Mamadi Doumbouya : « Respectez votre parole, sauvez la Guinée »

Général Mamadi Doumbouya,

Le 5 septembre 2021, en renversant un régime contesté et impopulaire, vous avez pris les rênes de la Guinée. Votre arrivée au pouvoir a été accueillie avec enthousiasme par des Guinéens unis dans l'espoir d'un changement profond. Vous incarniez une promesse forte : rétablir l'ordre constitutionnel et bâtir une Guinée juste, démocratique et prospère. Pourtant, trois ans plus tard, à l'approche de la fin de la transition fixée au 31 décembre 2024, l'écart grandissant entre vos engagements initiaux et la réalité actuelle suscite de nombreux doutes et désillusions.

Les engagements oubliés

Votre serment, empreint de solennité et de responsabilité, constitue un contrat moral et juridique envers le peuple guinéen. Gravé dans la mémoire collective, il symbolise votre engagement à respecter les principes fondamentaux de la transition. Selon l'Article 47 de la Charte de la Transition, vous avez solennellement déclaré :

- *« Moi Colonel Mamadi Doumbouya, Président de la Transition, je jure devant le peuple de Guinée de préserver en toute loyauté la souveraineté nationale, de respecter et de faire respecter les dispositions de la Charte de la Transition, la dignité humaine, les lois et règlements de la République, de remplir mes fonctions dans l'intérêt supérieur de la Nation, de consolider les acquis démocratiques, de garantir l'indépendance de la patrie et l'intégrité du territoire national. Je m'engage solennellement, et sur mon honneur, à collaborer avec les organes de la transition pour la réalisation et la préservation de la cohésion nationale. En cas de parjure, que je subisse les rigueurs de la loi ; je le jure. »*

L'Article 46 de cette même Charte stipule explicitement : *« Le Président et les membres du Comité National du Rassemblement pour le Développement ne peuvent faire acte de candidature ni aux élections nationales ni aux élections locales qui seront organisées pour marquer la fin de la Transition. La présente disposition n'est susceptible d'aucune révision. »*

Les **Articles 55 et 65** renforcent cette interdiction, excluant toute candidature des membres du gouvernement et du Conseil national de la transition. À plusieurs reprises, dans vos interventions publiques, vous avez réitéré cet engagement en affirmant que cette transition serait un modèle d'exemplarité, et que ni vous ni vos collaborateurs ne brigueriez de mandat électif. Ces déclarations, saluées par le peuple et la communauté internationale, symbolisaient votre détermination à placer l'intérêt général au-dessus de toute ambition personnelle.

Aujourd'hui, pourtant, votre silence face aux rumeurs d'une éventuelle candidature, ainsi que les signaux contradictoires envoyés par vos proches collaborateurs, sèment le doute. Toute manœuvre dans ce sens constituerait une trahison de vos engagements solennels.

Des dérives inquiétantes

Depuis trois ans, la transition a pris un tournant alarmant. Les dérives se multiplient et entachent la promesse d'un avenir meilleur :

- **Disparitions forcées et morts suspectes :** Foniké Mengué, Mamadou Billo Bah et Saadou Nimaga restent introuvables. Habib Marouane Camara, journaliste respecté, a été enlevé dans des circonstances obscures. Le général Sadiba Koulibaly, le Colonel Célestin Bilivogui et le docteur Mohamed Dioubaté sont décédés dans des conditions troubles, instaurant un climat de peur et de méfiance.
- **Répression des libertés :** La presse est muselée, des journalistes comme Habib Marouane Camara sont enlevés, et des leaders politiques tels que Cellou Dalein Diallo et Sidya Touré sont contraints à l'exil pour préserver leur sécurité. Plusieurs dizaines de jeunes ont perdu la vie, victimes de la répression exercée par les forces de défense et de sécurité.
- **Tragédies évitables :** À Nzérékoré, un tournoi de football portant votre nom s'est soldé par des dizaines de morts. Ce drame illustre l'échec d'une gouvernance marquée par l'improvisation et le mépris des responsabilités.

Un peuple désabusé

La population guinéenne, qui vous avait accueilli comme un sauveur, se sent aujourd'hui trahie. Les attentes sont déçues, les conditions de vie se dégradent, et la jeunesse, désœuvrée, perd espoir. Les scandales de corruption, la mauvaise gestion des ressources minières et l'absence de réformes structurelles exacerbent ce désenchantement.

Il n'y a aucune perspective pour des élections et un retour à l'ordre constitutionnel. Aucun des points du chronogramme négocié avec la CEDEAO n'a été réalisé, et la transition que vous aviez promis de conduire avec exemplarité menace de devenir un épisode sombre de notre histoire.

Une opportunité historique

La grandeur d'un chef d'État se mesure à sa capacité à respecter ses engagements et à prioriser l'intérêt général. En organisant des élections libres, transparentes et inclusives, sans y participer, vous pourriez non seulement restaurer la confiance du peuple, mais aussi laisser un héritage exemplaire. Voici les actions que l'histoire attend de vous :

1. Respecter scrupuleusement la Charte de la Transition, en renonçant formellement à toute candidature et en exigeant la même discipline de vos collaborateurs.
2. Libérer toutes les personnes disparues et restaurer un climat de justice et de sécurité.
3. Mettre fin à la répression, en rétablissant les libertés fondamentales, notamment la liberté d'expression et de presse.
4. Recentrer la transition sur ses objectifs initiaux, en adoptant des réformes pour renforcer les institutions et l'État de droit.

5. Organiser des élections crédibles, permettant un retour rapide à un ordre constitutionnel légitime.

Un appel à votre conscience

Votre serment, vos engagements et vos promesses ne doivent pas être réduits à de simples mots. Ils incarnent un contrat moral avec le peuple guinéen. Les trahir serait une faute politique et une atteinte durable à votre réputation et à celle de la Guinée.

Général Mamadi Doumbouya, la Guinée a besoin d'un leader visionnaire et désintéressé. Vous avez l'occasion unique de marquer l'histoire en rompant avec les pratiques du passé pour offrir une transition exemplaire. Ne soyez pas le chef d'un pouvoir oppressif, mais celui qui aura redonné à son peuple la liberté, la justice et l'espoir.

L'avenir vous regarde. Saisissez cette opportunité pour inscrire votre nom dans l'histoire comme un bâtisseur de paix et un gardien des valeurs démocratiques.

Avec respect et espoir,

Boubacar Diallo

Un citoyen engagé pour la justice et la démocratie.